



Conseil économique et social des Nations Unies
Réunion spéciale sur
LES CRISES ALIMENTAIRES EN AFRIQUE

Déclaration de M. Henri Carsalade
Sous-directeur général
Département de coopération technique
Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation
(OAA/FAO)

Mesdames et Messieurs,

La communication préparée conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (OAA) que je représente, et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) à l'occasion de la réunion spéciale d'aujourd'hui le souligne clairement : les crises alimentaires en Afrique qui font la une des journaux sont la pointe d'un iceberg et constituent la partie visible d'une crise profonde des économies de la région résultant d'une longue évolution.

Ces derniers mois, nombreux ont été les articles de presse ou les reportages portant sur la crise au Niger, au Soudan, dans la Corne de l'Afrique ou en Afrique australe. Les dernières estimations portent à 35 millions le nombre d'africains se trouvant en situation d'urgence et nécessitant une aide alimentaire. C'est la pointe de l'iceberg. Le reste, la partie immergée ce sont les 204 millions d'africains qui survivent avec peine aujourd'hui, ne disposent pas de suffisamment de nourriture et qui, demain, du fait d'un conflit, d'une sécheresse ou d'un quelconque autre choc, pourront se retrouver dans une situation où leur survie dépendra d'une aide alimentaire d'urgence. Leur précarité les rend extrêmement vulnérables au moindre choc extérieur.

Ces quelques 200 millions de personnes – soit près d'un africain sur trois – déjà affaiblis ne peuvent pas mobiliser pleinement leur capacités pour travailler ou améliorer leurs

conditions de vie. Ils sont fragilisés, surtout les enfants, et la proie facile des maladies : on considère que la malnutrition et la faim sont la cause principale de mortalité au monde, plus grande que le SIDA, le paludisme et la tuberculose réunis. Cette masse d'africains souffrant de la faim constitue le bataillon de ceux qui souffrent, de ce que certains ont appelé l'«urgence oubliée».

Cette situation, Mesdames et Messieurs, est le résultat d'une longue dégradation de la situation économique qui s'est traduite par une augmentation constante de la pauvreté en Afrique : en 2001, près de la moitié de la population africaine vivait au-dessous du seuil de pauvreté de 1 dollars EU par jour. La réduction de la part des budgets de l'état allouée à l'agriculture et au développement rural, la chute des investissements et l'abandon des services publics en zone rurale ainsi que des politiques inadaptées expliquent pour beaucoup une croissance agricole faible, une stagnation économique dans les zones rurales où la croissance est très lente, inférieure à la croissance démographique. Par exemple, la production de nourriture en Afrique sub-saharienne a progressé au rythme annuel moyen de 2.4 pourcent entre 1961 et 2003, alors que la population sur la même période augmentait de 2.8 pourcent annuellement.

Tout le monde s'accorde pour reconnaître le rôle déterminant de l'aide alimentaire dans les situations de crise, et l'importance capitale du travail effectué par le PAM. Celui-ci a su développer des modes d'intervention nouveaux qui ont augmenté considérablement l'efficacité de l'aide apportée et réduit les effets néfastes, notamment sur les marchés, que l'aide pourrait éventuellement avoir. Bien des vies ont été sauvées par son intervention. Mais davantage de vies encore auraient pu être sauvées si des efforts suffisamment soutenus en faveur du développement agricole et rural avaient été mis en œuvre pour empêcher l'augmentation progressive de l'insécurité alimentaire chronique dans ce continent.

Avec le PAM et le Fond international pour le développement agricole (FIDA), l'OAA a proposé une double approche qui s'adresse à la fois au court et au long terme et qui associe d'une part les «filets de sécurité» pour les populations les plus vulnérables à d'autre part des programmes d'investissement et de soutien aux activités productives susceptibles de permettre aux populations les plus pauvres de sortir de l'insécurité alimentaire.

Mesdames et Messieurs,

Améliorer de façon durable la sécurité alimentaire des populations qui souffrent de la faim en Afrique demande à la fois une augmentation de la production alimentaire et un accroissement des revenus des plus pauvres. L'analyse des expériences positives de réduction de la pauvreté montre que la meilleure façon d'augmenter les revenus est de promouvoir la croissance dans les secteurs où les pauvres travaillent, dans les régions où ils résident ; une croissance, qui soit fondée sur l'utilisation des facteurs de production dont ils disposent et qui servent à produire les biens qu'ils consomment. L'agriculture satisfait à ces quatre critères. Le développement de l'agriculture, et notamment celui de la production alimentaire, apparaissent donc comme le meilleur moyen, dans l'immédiat,

pour réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire. C'est le secteur où le coût de l'investissement nécessaire pour créer un emploi est le plus bas. C'est aussi un secteur où la croissance peut avoir de forts effets d'entraînement pour le reste de l'économie, dans l'industrie en amont – engrais, machines – et en aval – l'agroalimentaire, et dans les services.

Je voudrais souligner ici l'importance fondamentale que méritent les programmes de développement agricole et rural. Ils sont indispensables pour que ces populations, vulnérables, victimes potentielles de situations dramatiques, puissent bénéficier d'une amélioration durable de leur situation, afin qu'elles n'aient plus, à l'avenir, à faire face à des crises alimentaires et dépendre d'une aide extérieure.

Il s'agit ici de prendre le contre-pied de l'afro-pessimisme qui prévaut trop souvent. Il est vrai que l'agriculture africaine n'a pas démontré dans son ensemble une forte capacité de croissance au cours des décennies passées. Les chiffres que je viens de citer en témoignent. Cependant, un certain nombre de succès nous encouragent à penser que l'agriculture peut être synonyme de croissance et de succès en Afrique. Bien des projets du FIDA, orientés vers les plus pauvres, en sont la preuve. Une analyse des réussites de l'agriculture africaine – le fort développement de la production du manioc, de la production du thé, de celle des produits horticoles et du lait au Kenya, les réalisations du Mali et de la Guinée dans le secteur rizicole, nous conforte dans notre espoir et permettent d'identifier les ingrédients de base du succès : la paix et la stabilité économique, de bonnes infrastructures de production - notamment d'irrigation - et de communication, un cadre institutionnel adapté, des politiques favorables à l'initiative privée, des services de recherche et de vulgarisation dynamique.

Le Programme spécial pour la sécurité alimentaire, programme phare de l'OAA mis en œuvre dans 102 pays dont 42 en Afrique, a démontré, lui aussi, qu'il était possible d'accroître rapidement la production agricole si l'on mobilisait les ressources financières et humaines requises.

Mesdames et Messieurs,

Des efforts sont en cours en Afrique. Il s'agit de les encourager et les intensifier. Afin d'arrêter et d'inverser la tendance au déclin de l'agriculture de ce continent, les ministres africains de l'agriculture ont adopté, lors de la 22^{ème} Conférence régionale de l'OAA pour l'Afrique, tenue au Caire en février 2002, une résolution comprenant les principales actions à prendre en faveur de l'agriculture dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Par la suite, en juin 2002, en marge du Sommet mondial pour l'alimentation : *cinq ans après*, ces ministres ont approuvé le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) formulé avec l'aide de l'OAA. Ce document a été approuvé par les Chefs d'état lors du Sommet de l'Union africaine tenu à Maputo en juillet 2003, au cours duquel l'engagement a été pris de porter à 10 pourcent en cinq ans, la part du budget de l'état allouée à l'agriculture.

Suite à la déclaration de Maputo, et afin de renforcer le processus de mise en œuvre du programme agricole du NEPAD, l'OAA a apporté son aide à la formulation de près de 50 Programmes nationaux d'investissement à moyen terme et de plus de 120 projets bancables représentant un investissement total de plus de 5.5 milliards de dollars EU. Des programmes régionaux de sécurité alimentaire ont également été formulés par les organisations régionales dont certains, comme celui de l'UEMOA et du COMESA sont actuellement mis en œuvre.

Le Programme spécial pour la sécurité alimentaire, que j'ai déjà mentionné, a permis à ce jour de mobiliser environ 300 millions de dollars EU, dont près de la moitié est financée par les états africains. Nous avons de fermes indications de nos partenaires et des pays eux-mêmes, qu'ils entendent considérablement accroître les moyens accordés à ce programme.

Ce sont là des initiatives encourageantes qui commencent à avoir un impact sur le terrain. Mais il faudra faire bien davantage pour arriver à infléchir durablement la courbe du nombre de personnes souffrant de la faim en Afrique.

Mesdames et Messieurs,

Je remercie Monsieur le Président du Conseil économique et social des Nations unies de l'initiative qu'il a prise d'organiser la réunion spéciale d'aujourd'hui, et je me félicite de voir la haute participation que le sujet de ce jour a su provoquer. Nul ne sera de trop pour œuvrer à ce que la situation alimentaire en Afrique s'améliore.

L'agriculture et le développement rural ont un rôle central à jouer dans la lutte contre l'insécurité alimentaire chronique dont souffre ce continent. L'OAA a démontré son engagement, aux côtés des pays de la région, des organisations régionales et de ses partenaires en Afrique et dans le monde, pour s'attaquer aux causes profondes de la faim. Nous sommes prêts à encore intensifier nos efforts, en étroite coopération avec nos partenaires, pour contribuer à ce que l'Afrique puisse atteindre les Objectifs de développement du millénaire et ceux fixés lors du Sommet mondial pour l'alimentation.

Je vous remercie de votre attention.